

# la lettre eau

Décembre 2008 - n°45

## Sommaire

### Actualité

Un séminaire pour  
un échange européen sur la DCE  
p. 3

Réduction du CO<sub>2</sub>, un bon prétexte  
pour l'hydroélectricité  
p. 4

Un an après la conférence interministérielle sur le Rhin,  
le premier saumon pêché à Bâle depuis 50 ans !  
p. 6

### Dossiers

Un règlement européen et un plan de gestion  
français pour sauver les anguilles ?  
p. 10

### Point de vue

Les bassines vendéennes tombent à l'eau :  
les parlementaires oseront-ils les repêcher ?  
p. 12





«France Nature Environnement» rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

### Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux  
naturels aquatiques  
de France Nature Environnement**  
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans  
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91  
e.mail : [eau@fne.asso.fr](mailto:eau@fne.asso.fr)  
site web : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

Directeur de la publication : Sébastien Genest  
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable  
des politiques Eau de France Nature Environnement  
Comité de rédaction : Estelle Le Guern et Romain Suaudeau  
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature  
Environnement  
Impression : Imprimerie Nouvelle  
Routage : Dautry  
Photo de couverture : Les Monts d'Arrée - Carole  
Héraut



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➡ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➡ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➡ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

# édito



## Pour une eau vivante : les aléas du décompte des masses d'eau

La Directive Cadre sur l'Eau(1), transposée en droit français en avril 2004, fixe des objectifs aux Etats membres : atteindre le « bon état » des eaux en 2015. Les agences de l'eau(2) et les services de l'Etat ont élaboré les documents de base permettant d'apprécier l'état des milieux. Les comités de bassin ont participé à cette élaboration.

Les milieux sont classés en deux catégories : « eaux de surface » qualifiées par un état chimique et un état écologique et « eaux souterraines », par un état chimique et un état quantitatif. Le bon état chimique est obtenu quand les concentrations en molécules indésirables sont inférieures à des valeurs seuils. A noter que pour les nitrates, la valeur seuil en rivière est de 50mg/l, chiffre très supérieur aux états naturels non perturbés, et qui enjolive le diagnostic. Le bon état écologique est découpé en 5 classes de qualité, liées à la diversité et à l'abondance des espèces aquatiques, ces dernières étant influencées par les contaminations chimiques, et par l'état physique des masses d'eau : la morphologie(3). Le bon état quantitatif des nappes résulte de leur niveau de remplissage lié à leur taux de renouvellement au regard des prélèvements.

A partir de ces critères, en 2004, l'état des différentes masses d'eau(4) a pu être évalué. En fonction des moyens financiers que les comités de bassin acceptaient d'y consacrer, on a pu prévoir combien de masses d'eau seraient en « bon état » en 2015, date fatidique fixée par la DCE... mais que l'on pourra reporter pour certaines masses d'eau, soit en 2021, soit en 2027, en raison de difficultés techniques ou de coûts économiques disproportionnés. Dérogations qu'il faudra justifier.

Les SDAGE(5), révisés en 2006-2007, et soumis à consultation du public en 2008, puis aux assemblées territoriales et chambres consulaires en 2009, rentreront en application sur la période 2010 à 2015 après adoption par les autorités de bassin. Ils sont accompagnés par des programmes de mesures dans lesquels sont définies des actions qui devraient permettre la reconquête du bon état d'un certain nombre de masses d'eau.

Sur le bassin Loire-Bretagne, le programme de mesures représente 3 milliards d'euros pour atteindre l'objectif de 46% de masses d'eau superficielles en bon état en 2015. Ces 46% concernent des masses d'eau de nature, de surface et de volume différents. Quoi de commun entre La Croune et ses affluents jusqu'à sa confluence avec l'Allier, petite rivière salmonicole de la Haute-Loire d'un débit moyen de 1,25 m³/s, et la Loire Moyenne, de sa confluence avec l'Allier jusqu'à Gien, fleuve cyprinicole d'un débit moyen de 350 m³/s ? Toutes deux sont classées en bon état en 2015, et donc interviennent avec le même poids dans la statistique des 46%, d'où la conclusion rapide : une Croune égale un morceau de Loire, ce qui est manifestement inexact ! Déduction logique également hasardeuse lorsqu'on compare les efforts techniques et financiers qu'il faut réaliser pour atteindre le bon état pour des masses d'eau dissemblables et fortement dégradées(6).

Le Grenelle de l'Environnement a fixé à 66% pour l'ensemble des bassins, le nombre de masses d'eau superficielles devant être en bon état en 2015. Sur Loire-Bretagne, avec un investissement supplémentaire de 10% (soit 300 millions d'euros), nous pourrions passer de 46% à 61%. Belle progression obtenue, soit en réexaminant les causes de non atteinte du bon état de certaines masses d'eau, en limite de seuils, soit en améliorant la morphologie dans certains cours d'eau de montagne. La pollution diffuse, très difficile à faire régresser, ne rentre certainement pas dans ce gain de 15 %, pas plus que les nappes... qui elles, ne rentrent pas dans l'objectif du Grenelle ! A croire qu'elles ne sont pas de première importance, à moins qu'elles posent des problèmes insolubles !

Additionner des masses d'eau, obligatoirement hétérogènes, pour en tirer un indicateur de performance, est certes fort commode, mais peut induire en erreur, tout en permettant des interprétations triomphantes quelque peu éloignées de la réalité. Sans nier l'utilité de cet indicateur, mais pour en tempérer les utilisations exagérément optimistes, il serait de bonne rigueur de le confronter en permanence aux éléments de connaissance du bassin, comme la carte des zones vulnérables, le nombre de captages abandonnés, etc... en n'oubliant pas que l'évaluation des résultats obtenus se fera en continu, et donc avant 2015.

Bernard ROUSSEAU  
Ancien Président de France Nature Environnement  
Responsable des politiques Eau

(1) Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (2) Etablissement public administratif en charge de la protection et de la restauration des milieux naturels aquatiques, dont le moyen d'action est avant tout financier. Elles sont au nombre de 6 en France métropolitaine (Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie). Dans les DOM, elles ont pour équivalent les Offices de l'eau (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion). (3) Ensemble des caractéristiques physiques d'un cours d'eau et des processus les gouvernant (berges, lits, courant et continuité). Elle peut être modifiée par des seuils, des barrages, des recalibrages, une chenalisation... (4) La DCE a instauré une typologie par masse d'eau. Il s'agit d'une portion de cours d'eau, de lac, de nappe, de zone côtière... relativement homogène du point de vue de la géologie, de la morphologie, du régime hydrologique, de la topographie et de la salinité. (5) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux : document de planification à l'échelle des grands bassins hydrographiques en vigueur depuis 1996, correspondant aux plans de gestion demandés par la DCE. (6) Par exemple, comparer la petite rivière Ozanne et l'immense nappe de Beauce, toutes deux fortement dégradées et situées en Eure-et-Loir.

# Un séminaire pour un échange européen sur la DCE

*A l'occasion de la Présidence Française de l'Union Européenne au second semestre de l'année 2008, France Nature Environnement (FNE) a pris de nombreuses initiatives de coopération européenne environnementale. Ainsi, alors que la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) bat son plein, avec notamment l'élaboration des plans de gestion applicable début 2010<sup>(1)</sup>, FNE et le Bureau Européen de l'Environnement (BEE) ont organisé un séminaire européen de travail sur la DCE le lundi 1<sup>er</sup> décembre 2008 au Pavillon de l'eau à Paris.*



Les intervenants de la matinée (Pierre Boyer de FNE, Matthieu Papouin du MEEDDAT, René Lalement de l'ONEMA, Pieter de Pous du BEE, Paul Michelet de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse) - © FNE

## Un séminaire, pour quoi faire ?

L'objectif du séminaire était de renforcer la coopération entre associations de protection de l'environnement, émanant des différentes régions françaises et des pays européens voisins, et le Bureau Européen de l'Environnement<sup>(2)</sup> pour apprécier l'application effective de la politique communautaire de l'eau. Le BEE, auquel FNE adhère de longue date, tente d'évaluer la mise en œuvre de la DCE dans les Etats-membres, en comparant notamment les différents projets de plan de gestion des bassins versants européens. Si l'Italie ou la Grèce se refusent quasiment à l'appliquer, d'autres pays sont plus dynamiques dans l'application de la DCE, et notamment la France. Il était donc particulièrement intéressant de se pencher sur la démarche française, pour ensuite la comparer à celle des autres pays d'Europe et la confronter à l'esprit de cette directive.

Ainsi, différents intervenants français, acteurs institutionnels et associatifs, ont présenté leurs travaux de préparation et d'analyse sur les projets de Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) actuellement en cours de révision, comme le prévoit la DCE. A ce titre, l'intervention de M. Michelet, Directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, a permis de présenter la complexité de cette démarche dans le cas d'un bassin international, pour lequel plusieurs projets de plans de gestion nationaux doivent être élaborés de manière concertée et intégrée. En l'occurrence, la longue tradition de coopération informelle entre Etats-membres s'avère fort utile, en s'appuyant notamment sur les différentes commissions de coordination (CIPR<sup>(3)</sup>, CIPMS<sup>(4)</sup>, CIM<sup>(5)</sup>), même si celles-ci ne constituent pas l'autorité compétente au titre de la DCE... pour former par exemple un plan de gestion international « faitier » pour le Rhin, document sans portée juridique qui fixe les grandes orientations.

## Au delà des frontières ?

Au travers de cas pratiques, trois associations de pays voisins - Ecologistes en Accio (Espagne/Catalogne), Bond Beter Leefmilieu (Belgique/Flandres) et RSPB (Royaume-Uni) - puis FNE ont expliqué leur rôle dans la préparation et l'application de la politique européenne de l'Eau dans leur Etat-membre respectif, notamment en matière de consultation du public.

Ainsi, l'ONG catalane, qui se bat notamment pour une alternative au transfert d'eau par canaux ou par bateaux en période de sécheresse, participe activement au processus de la consultation : une collaboration avec le gouvernement régional s'est créée, permettant de sensibiliser les collectivités locales aux économies d'eau, notamment en ce qui concerne la réduction des pertes dans les réseaux. Cependant, rares sont leurs propositions prises en compte, et aucune alternative claire au problème de pénurie d'eau n'a pu être proposée, comme la réorientation des pratiques agricoles. Par ailleurs, les citoyens ne participent quasiment pas au processus de concertation, ce qui laisse planer beaucoup de doutes quant à un réel examen de solutions alternatives.

En Flandres, la démarche de mise en œuvre de la DCE est peu comprise et n'a émergé qu'avec un concours de circonstance : les importantes inondations de 2003. Il s'avère que l'administration est mal informée et que les structures sont complexes et inadaptées. Le plan de gestion a été élaboré essentiellement entre ministères, avec des objectifs peu ambitieux. Les acteurs de l'eau ont été très peu impliqués malgré leur demande, et sont dorénavant totalement démotivés.

Au Royaume-Uni, les projets de plan de gestion construits par l'administration sont très peu ambitieux et le taux de participation à la consultation a été très faible. L'ONG est bien plus alarmiste que le gouvernement concernant l'état effectif des masses d'eau, et il existe une grande opacité sur la qualité des données et des indicateurs utilisés par le gouvernement. La coalition des ONG, particulièrement puissante (près de 10 000 000 adhérents), permet d'installer un réel rapport de force, notamment pour faire des propositions ambitieuses concernant la restauration des milieux. A plusieurs reprises, les environnementalistes ont menacé de se retirer du processus si l'Etat continuait de se montrer attentiste...

Ces échanges entre ONG européennes, réunissant une cinquantaine de représentants associatifs, sont riches d'enseignements. De toute évidence, la DCE ne se traduit pas pour le moment par une mutation des politiques de l'eau préexistantes. Afin de structurer ces retours d'expérience, le BEE a construit 5 indicateurs clés pour une meilleure gestion de l'eau en Europe<sup>(6)</sup>, ainsi qu'un questionnaire à destination des associations susceptible de permettre de comparer la gestion de l'eau et l'application de la DCE dans les différents bassins européens<sup>(7)</sup>. Ce séminaire, d'intérêt européen, représente au final une formidable opportunité pour échanger et rapprocher les citoyens et les territoires de la construction européenne par une prise de conscience commune des enjeux environnementaux.

Céline GIRAUDEAU, chargée de mission Coordination Europe de FNE  
Raphaël CHAUSSIS, Estelle LE GUERN, Romain SUAUDEAU,  
chargés de mission Eau de FNE

(1) En France, les plans de gestion correspondent aux Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). (2) Le Bureau Européen de l'Environnement (BEE) est la fédération européenne des associations de protection de la nature ; il est basé à Bruxelles. Voir <http://www.eeb.org/>. (3) CIPR : Commission Internationale pour la Protection du Rhin, créée en 1950, par la Suisse, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Commission européenne. (4) CIPMS : Commissions Internationales pour la Protection de la Moselle et de la Sarre, créées en 1961 par la République Française et la République Fédérale d'Allemagne. (5) CIM : Commission Internationale de la Meuse, créée en 1994, dont les membres sont la Région wallonne, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale, la Belgique et le Luxembourg. (6) Transparence et implication du public, Réduction du gaspillage et meilleure utilisation de l'eau, Plus d'espace pour les rivières vivantes, Une eau propre et saine pour les populations et la nature, Des politiques visionnaires et adaptées. (7) Questionnaire disponible sur demande auprès du Réseau Eau de FNE.



# Réduction du CO<sub>2</sub>

## un bon prétexte pour l'hydroélectricité !

Le 18 septembre dernier, France Nature Environnement était invitée à participer à une table ronde sur le développement de l'hydroélectricité, dans le cadre des discussions du Grenelle de l'Environnement. Aux côtés d'autres associations de protection de l'environnement et de la Fédération Nationale de la Pêche en France, FNE a participé activement aux discussions sur un projet de convention proposé par le MEEDDAT qui devrait être signée (ou non) et arbitrée d'ici fin janvier 2009.



La prise d'eau de la microcentrale de Détrier sur le Bréda (mitoyen Savoie-Isère) - © Jacques Pulou

### La pénurie de pétrole et l'effet de serre

Il n'est pas si éloigné le temps où ceux qui annonçaient l'épuisement des ressources pétrolières<sup>(1)</sup> étaient considérés au mieux comme des cassandres, au pire comme des prêcheurs d'apocalypse au service des « théories fumeuses » de la décroissance. Pour la majorité des économistes, ces prédictions qui venaient contester le mode de vie des pays riches basé sur l'hyperconsommation, devaient être rejetées. Mais des faits nouveaux se sont révélés cruels pour eux, notamment quand le prix du baril s'est retrouvé multiplié par 5 en l'espace de quelques années : incroyable ! Et ceci du fait de l'explosion de la demande en produits pétroliers<sup>(2)</sup> que l'offre ne pouvait satisfaire, sur fond de spéculation internationale.

Contestée quelques années auparavant, la théorie du pic de « Hubbert » s'est donc trouvée confortée par l'augmentation du prix du baril. Selon l'intensité de la consommation mondiale, la rupture des approvisionnements pourrait se situer entre 2010 et 2020, ou vers 2050 si nous devenons sobres. C'est dans ces conditions que les cassandres ont vu leur cote remonter... mais pas trop quand même, les économistes bien-pensants continuant à pérorer avec aplomb dans les médias !

Parallèlement à ce débat, se développait une autre réflexion qui concernait la libération de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère par la combustion des produits pétroliers. C'est ainsi que le GIEC<sup>(3)</sup>, de rapports en rapports, était amené à préciser les conséquences du renforcement de l'effet de serre notamment l'augmentation de la température globale de la planète, celle-ci pouvant être plus élevée de quelques degrés à l'horizon de 2100.

Contestés au début, ces scénarii de l'évolution du climat le sont de moins en moins aujourd'hui. A cela, se sont ajoutées les sombres prédictions du rapport Stern<sup>(4)</sup> qui trace ce que serait l'impact de la dégradation de l'environnement et de l'évolution du climat sur l'économie. La sagesse nous incitant à une meilleure prise en compte du protocole de Kyoto, l'idée de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> a fini par s'imposer surtout dans les discours... d'où le recours aux énergies renouvelables.

### La fausse excuse !

Le Grenelle de l'Environnement a consacré cette orientation et, dans l'avant-projet de loi « Grenelle I » d'avril 2008, la part des énergies renouvelables doit augmenter de 20 millions de Tonnes d'équivalent pétrole (MTep) à l'horizon 2020. Dans ce document, où 9 filières énergétiques renouvelables sont identifiées, la « biomasse chaleur » arrive en première place avec un objectif à 7 millions de Tep, suivie par l'énergie éolienne à 4,9 MTep, la petite hydraulique arrivant en fin de peloton avec un modeste 0,2 MTep, soit environ 2 à 3 TWh selon le facteur de conversion de l'énergie<sup>(5)</sup>. Comparés aux 145 MTep de produits fossiles consommés annuellement<sup>(6)</sup>, et émetteurs d'un flot considérable de CO<sub>2</sub>, ces 0,2 MTep représentent un potentiel de remplacement bien dérisoire pour lutter contre l'effet de serre.

Par contre, ce qui n'est pas dérisoire, et qui pourrait se traduire par une nouvelle catastrophe écologique dans les rivières, c'est que, pour obtenir ces 0,2 MTep, il faudra y installer entre 300 et 500 nouvelles « micro-centrales » hydroélectriques, qui s'ajouteront aux 400 à 500

(1) Le géophysicien Marion King Hubbert suggéra dans les années 1940 que la courbe de production d'une matière première donnée, et en particulier du pétrole, suivait une courbe en cloche, dit Pic de Hubbert. Passant par un maximum, cela indiquait que la production décline forcément par la suite. (2) Augmentation de la demande liée aux taux de croissance faramineux de la Chine, de l'Inde, et aussi de la surconsommation des pays riches. (3) GIEC : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. (4) Publié le 30 octobre 2006, le rapport de l'économiste Sir Nicholas Stern sur « L'économie du changement climatique » est un compte rendu sur l'effet du changement climatique et du réchauffement global sur la planète, pour le gouvernement du Royaume-Uni. (5) Le productible est l'énergie annuelle que l'on peut attendre d'une installation. Elle s'exprime en Giga Watt heure (GWh), voire en Tétra Watt heure (TWh). Ce n'est pas la production d'une année particulière, car celle-ci est tributaire des conditions hydrologiques de l'année. La puissance d'une centrale est une grandeur instantanée qui dépend de son débit et de sa hauteur de chute. Cette grandeur s'exprime en Méga Watt (MW). Equivalence entre les différentes sources d'énergie électrique et thermique pour l'hydroélectricité : 1 TWh = 0,234 MTep. (6) Pétrole (91.4 MTep), gaz naturel (41) et charbon (12.7) sont consommés par le transport, les centrales électriques, l'industrie... etc. (Source : « Statistiques énergétiques France - Energies et Matières premières » - MEEDDAT, juin 2008) (7) La puissance moyenne des micro-centrales est de 1 à 2 MW, avec un productible de l'ordre de 10 GWh par installation.

# Réduction du CO<sub>2</sub>

## un bon prétexte pour l'hydroélectricité !

macro-centrales et aux 1 700 micro-centrales qui déjà barrent, détournent et perturbent le débit des rivières(7). Handicap supplémentaire, ces nouvelles petites centrales qui fonctionnent au fil de l'eau, seront totalement inefficaces pour accompagner les variations de la demande ou pour répondre à une demande électrique de pointe(8). Elles ne se substituent que très modestement aux installations assurant cette pointe (centrales thermiques à gaz ou à charbon) fortement émettrices de gaz à effet de serre : une tare de plus pour la petite hydroélectricité !

Avec des propos lénifiants, et en niant ses impacts, les promoteurs de cette technique nous assurent que ces nouvelles installations seront écologiques - c'est à la mode - et mieux encore, qu'elles fabriqueront du courant « vert » - de plus en plus forte la com' -, mais avec l'objectif de le revendre... à EDF, cette dernière ayant une obligation d'achat à un prix garanti pour les centrales d'une puissance électrique maximum inférieure à 12MW(9) : une véritable rente, c'est ça l'aubaine !

A l'inverse, la grande hydraulique qui peut répondre aux demandes de pointe, produit de l'énergie à un niveau significatif et sans CO<sub>2</sub>. Seul problème pour son développement : la France est déjà tellement équipée qu'il ne reste pratiquement plus de site de grande ampleur(10)... à la hauteur des ambitions d'EDF qui aujourd'hui vise l'immensité du monde. Tout comme les petites centrales, la grande hydroélectricité détruit aussi les rivières ; toutefois la modernisation de ces installations parfois très anciennes, devrait permettre d'augmenter leur productivité tout en améliorant leurs performances environnementales... selon des promesses qui n'engagent personne.

### Les acteurs autour de la table

Et de septembre à novembre, les associations en ont entendu des promesses lors des 5 réunions d'une table ronde sur le développement de l'hydroélectricité, organisée dans le prolongement du Grenelle de l'Environnement par le MEEDDAT(11), et dont la tenue avait été annoncée par Jean-Louis Borloo lors de sa conférence de presse du 23 juillet 2008 à Génissiat sur le plan de relance de l'hydroélectricité(12).

Dans ces réunions, siégeaient les syndicats des petits producteurs (EAF et France Hydroélectricité), ainsi que leur grands frères sévères, EDF et le regroupement de GDF avec SUEZ énergie, la CNR et leur syndicat l'UFE. Participaient également les représentants des collectivités. En face, les associations étaient correctement représentées cette fois, pas comme dans le COMOP énergie(13), mais certaines pouvaient se demander si l'information était bien partagée et sincère. Enfin plusieurs services administratifs accompagnaient la démarche. Au total : 40 personnes.

L'objectif poursuivi par le MEEDDAT était la rédaction, puis la signature éventuelle par les participants, d'une « *Convention d'engagements pour le développement d'une hydroélectricité durable suite au Grenelle de l'Environnement* ». Noble tâche, mais l'exercice était fort contraint par un texte initial «hydroélectricité pur jus», davantage dans l'esprit du Ministère de l'Industrie que dans celui de l'Ecologie, et très éloigné de ce que l'on est en droit d'attendre d'une gestion équilibrée de l'eau et des rivières, comme l'impose la Directive Cadre sur l'Eau(14).

Les réunions se sont donc déroulées dans le carcan du texte initial, sans beaucoup de possibilités d'en modifier les termes pour une orientation favorable au milieu aquatique, et dans la confusion permanente entre petite et grande hydroélectricité. En plus, il ne suffit pas d'accoler le



Barrage du Chastang (19), fonctionnement d'un évacuateur - © Bernard Rousseau

mot «durable» au mot hydroélectricité, ou encore d'affirmer que « *les nouveaux équipements hydroélectriques devront respecter les milieux naturels* » pour que, par l'enchantement des mots, un barrage ne barre plus une rivière et ne l'handicape pas, quoi que l'on fasse.

Les barrages, petits et grands, sont aujourd'hui l'une des principales causes de la non atteinte du bon état écologique des eaux en 2015 dans tous les bassins. Pour passer à 66% de masses d'eau superficielles en bon état en 2015(15), il faudra bien en faire tomber des barrages. Dans sa rédaction actuelle, la Convention « *envisage l'effacement des obstacles les plus problématiques* », mais aussi « *entend bien rendre plus efficaces les procédures administratives* » d'attribution des concessions hydroélectriques en réduisant à 3 ans les délais d'appel ; ou encore propose d'accroître « *l'attractivité économique des investissements hydrauliques* » tout en revoyant les classements des cours d'eau(16) pour « *favoriser la création d'ouvrages nouveaux sur les tronçons de cours d'eau non classés* »... etc.

Dans ce contexte, on comprend pourquoi il n'a pas été possible d'inclure dans la Convention une référence au taux d'étagement des cours d'eau(17), puisque cet indicateur caractérise leur état d'aménagement et son impact sur le ralentissement des écoulements, le réchauffement de l'eau, le blocage des sédiments, la rupture de continuité... Un taux de 100% signifiant que la rivière courante n'existe plus car elle est transformée en escalier d'eau par la succession des barrages. Alors qui a peur du taux d'étagement ?

Voici donc l'esprit dans lequel cette convention a été élaborée : elle revient à supprimer les freins au développement de l'hydroélectricité sans pour autant favoriser la réduction de l'utilisation des produits pétroliers. Sur certains points, le Ministre devrait arbitrer, avant que les parties prenantes ne soient invitées à la signer. Dans l'état actuel du texte, du fait que la petite hydroélectricité est encouragée alors que l'argument de la réduction du CO<sub>2</sub> n'est pas crédible, cette Convention semble difficile à cautionner : merci le Grenelle !

Bernard ROUSSEAU  
Responsable des politiques Eau  
France Nature Environnement

(8) Demande électrique de pointe : période où la consommation est plus importante (par exemple, le soir) et où la production doit être augmentée dans un laps de temps très court. (9) Une puissance électrique de 12MW correspond à un fonctionnement d'au minimum 1 200 moulins d'antan ! (10) Si toutefois l'on respecte les Parc Nationaux, les Réserves Naturelles... et encore ! (11) MEEDDAT : Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire. (12) Voir le communiqué de presse de FNE du 25/07/08 : «Relance du plan hydraulique français : Revenir à plus de prudence et de réalisme !». (13) COMOP : Comités Opérationnels équivalents à des groupes de travail, créés suite aux tables rondes du Grenelle de l'Environnement, et qui élaborent des propositions pour la mise en oeuvre des engagements pris lors des tables rondes. Le COMOP a rendu ses conclusions au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008. (14) DCE : Directive 2000/60/CE fixant une obligation d'atteinte du bon état des eaux en 2015. (15) Engagement pris lors du Grenelle de l'Environnement. (16) Classements des cours d'eau au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement. L'alinéa 1 concerne le classement en réservoir biologique et le classement en cours d'eau à migrateurs amphihalins, où la création de nouveaux ouvrages est interdite. L'alinéa 2 concerne le classement en cours d'eau à migrateurs, où la continuité écologique et sédimentaire doit être assurée. (17) Taux d'étagement : rapport de la somme des hauteurs de chute cumulées des barrages présents, par le dénivelé total de la masse d'eau.



# le premier saumon pêché à Bâle depuis 50 ans !

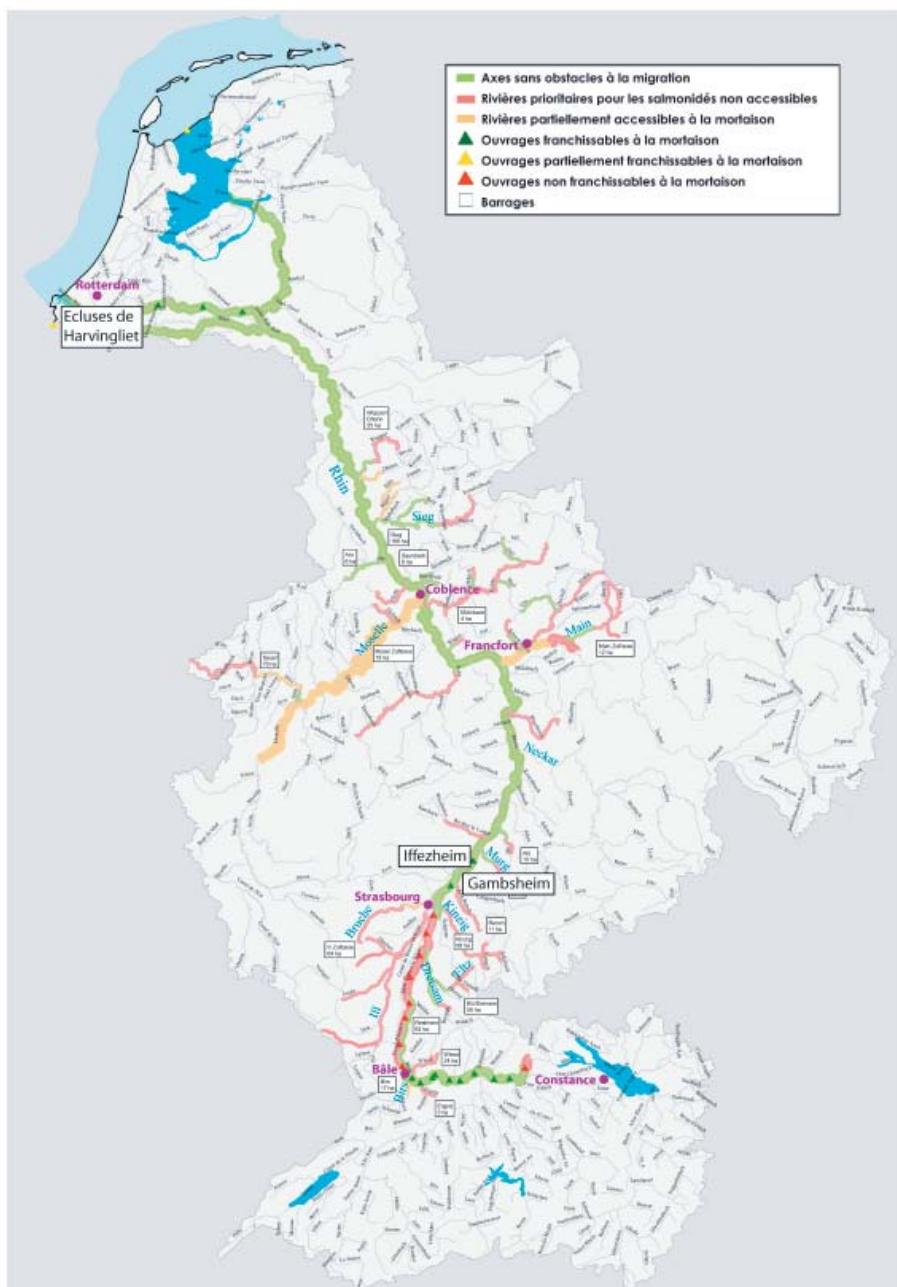
Lors d'une conférence ministérielle à Bonn le 18 octobre 2007, la France a pris des engagements envers ses partenaires du Rhin pour une restauration de la continuité écologique de ce fleuve. Dans un courrier du 3 septembre 2008, le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, rappelait au président d'EDF qu'il était donc de son devoir d'assumer le respect du calendrier d'un rétablissement partiel de la continuité écologique du Rhin comme convenu lors de cette conférence. La récente venue quasi miraculeuse d'un saumon à Bâle<sup>(1)</sup> ne fait que souligner la pertinence du courrier ministériel et l'urgence de rétablir la continuité écologique du Rhin.

## Les motifs du Plan Directeur «Poissons migrateurs» Rhin

La Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR<sup>(2)</sup>) a pour objectif de refaire du Rhin un fleuve salmonicole. Suite à la réunion ministérielle du 18 octobre 2007, elle a été chargée de finaliser le Plan Directeur «Poissons migrateurs» Rhin. Celui-ci vise à rétablir la continuité écologique du Rhin pour permettre le retour d'une population de saumons en équilibre naturel, en fixant les priorités pour la réalisation progressive des mesures de restauration de la continuité et en faisant ressortir les besoins de recherche.

Un programme « *Saumon 2000* » avait été lancé dès 1987 par la CIPR, dans le cadre du Programme d'Action Rhin adopté en 1987<sup>(3)</sup> : le retour du saumon devait être le symbole « *grand public* » du retour de la qualité chimique des eaux. Le bilan des efforts faits jusqu'à présent, a montré que le saumon est de retour depuis 1990 dans le bassin de la Sieg et depuis 1995 sur le Rhin Supérieur<sup>(4)</sup>, notamment grâce à l'équipement des barrages les plus en aval, Iffezheim et Gamsbheim, en 2000 et 2006<sup>(5)</sup>. Il reste cependant beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de retrouver des populations salmonicoles en équilibre naturel... D'où l'avènement du plan « *Rhin 2020* » mis en place par la CIPR en 2001, qui reporte les échéances du plan « *Saumon 2000* ».

Le 18 octobre 2007, lors de la conférence ministérielle intitulée «Le Rhin et son bassin : une ambition commune pour un fleuve qui vit et nous relie», les ministres des pays riverains du Rhin ont eu à prendre la décision politique de poursuivre le rétablissement de la continuité du fleuve. Lors de cette conférence, le Directeur français de l'Eau de l'époque, Pascal Berteaud, avait bataillé ferme pour que le programme de reconquête de la continuité soit poursuivi, en dépit des réticences des électriciens à payer leur dû selon les règles de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Ainsi, il fût décidé qu'un Plan directeur «Poissons migrateurs» Rhin devrait d'ici 2009 montrer comment mettre en œuvre ce qui a été décidé à Bonn : la construction d'une passe à poissons à Strasbourg et des équipements



Vers un plan directeur Poissons migrateurs Rhin - Exemple : saumon et truite de mer. (Source CIPR)

(1) Voir le communiqué de presse de la CIPR du 9 octobre 2008 en encadré p. 8, et celui d'Alsace Nature de la même date : «Historique : un saumon sauvage pêché en Suisse». (2) Commission Internationale pour la Protection du Rhin, instituée en 1950 et dont le siège est à Coblenz ([www.iksr.org](http://www.iksr.org)). Les contractants sont l'Allemagne, la Suisse, la France, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Union-Européenne depuis 1976. La Suisse n'étant pas dans l'Union Européenne, elle ne peut que collaborer et financer les travaux sur une ligne budgétaire de la CIPR. (3) Voir le rapport CIPR n° 162 : «Saumon 2020 - Vers une implantation de peuplements de poissons migrateurs en équilibre naturel dans le bassin du Rhin - Mise à jour du programme de protection et de réintroduction des poissons migrateurs». A consulter sur le site de la CIPR. (4) Au 3 novembre 2008, l'association « *Saumon-Rhin* » a pu compter pour 2008 : 82 saumons et 83 truites de mer dans la passe à poissons du barrage d'Iffezheim ; 67 saumons et 59 truites dans la passe de Gamsbheim. Mais plusieurs centaines de saumons arrivent tous les ans dans le système allemand de la Sieg sur le Rhin inférieur. Pourquoi une si bonne réussite en Rhénanie du Nord-Westphalie et la relative faiblesse des remontées vers le Rhin Supérieur ? Braconnage en haute mer, braconnage côtier, plus grande intensité des alevinages, origines des géniteurs, hydraulité ? Il y a quand même un mieux sensible en 2008.

# Un an après la conférence interministérielle sur le Rhin, le premier saumon pêché à Bâle depuis 50 ans !

en amont pour que les migrateurs puissent librement accéder au bassin allemand Eltz-Dreisam à hauteur de Fribourg, tout ceci avant 2015.

Il constitue un volet du SDAGE(6) Rhin-Meuse devant se mettre en place au titre de la DCE. Ce plan, toujours en discussion, sera officiellement adopté par la commission plénière sans doute en juillet 2009.

Les experts de la CIPR sont donc en train de définir comment décliner concrètement la décision ministérielle, et un groupe de travail spécifique a été créé(7). En plus de l'ouvrage de Strasbourg, les experts proposeront de construire à court terme une passe à poissons sur l'ouvrage de Gerstheim à 20km en amont, puis d'équiper quelques barrages de moindre importance dits seuils « agricoles »(8) sur les « festons »(9) de Gerstheim et Rhinau. L'objectif à moyen terme est que les saumons puissent passer les obstacles de Vogelgrün/Breisach pour arriver au Vieux-Rhin, ce qui ouvrirait la route vers la Suisse(10).

Relevons que la France n'a pas un intérêt direct à réaliser ces travaux, car aucun affluent français ne serait reconnecté écologiquement en amont de Gamsheim. Seules l'Allemagne et la Suisse seraient concernées, d'où l'importance d'une convention internationale permettant de dépasser les égoïsmes nationaux.

De nombreuses actions s'imposent donc pour rétablir et améliorer la continuité du Rhin et de ses affluents. Outre les écluses d'Haringvliet dans le delta du Rhin, les principaux obstacles sont constitués par les usines hydroélectriques et écluses du Rhin supérieur (voir la carte ci-contre). De nombreux affluents-frayères et zones de grossissement restent bloqués par des obstacles ou sont difficilement accessibles.

Dans le cadre des programmes « Saumon 2000 » et « Rhin 2020 », les Etats riverains du Rhin et les gestionnaires des ouvrages ont pris diverses mesures visant à améliorer la continuité et à reconquérir des zones de frai et de grossissement dans les affluents du Rhin. Les deux barrages d'Iffezheim et de Gamsheim sur le Rhin équipés de passes à poissons (environ 20 millions d'euros) sont parfaitement fonctionnels et trois barrages du delta du Rhin (Nederrijn/Lek) ont été dotés de rivières artificielles (environ 7 millions d'euros). Sur les affluents également, des obstacles infranchissables ont été dotés de passes à poissons ou supprimés (environ 23 millions d'euros). Ainsi, on estime les investissements réalisés depuis 1990 à un total d'au moins 50 millions d'euros, comprenant également les coûts des alevinages de saumons.

Un autre point d'information qui marquera l'année 2008 : la publication ce printemps d'un rapport sur les « pêches accessoires » de saumon dans la zone côtière néerlandaise et le delta du Rhin. Ce rapport fait le constat affligeant que 8000 à 16 000 grands migrateurs seraient annuellement interceptés ou prélevés en toute illégalité en dépit de l'interdiction absolue de leur pêche ciblée et d'une protection en mer étendue à la zone des 12 miles. La raréfaction du cabillaud en mer du nord a sans doute conduit à des reconversions de certaines flottilles de pêche. Il faut savoir que du saumon sauvage était commercialisé sous le manteau sur tous les marchés de la zone côtière néerlandaise ! Ce constat a aussi consterné les autorités administratives néerlandaises et conduira à un plan de réorganisation des polices de la pêche. Selon une autre source, il y aurait même des pêches illégales non loin de Strasbourg dont l'ONEMA s'occuperait avec détermination... Ces efforts en matière de surveillance et de police devraient à brève échéance considérablement améliorer les taux de retour de *Salmo salar*.



Saumons de la Sieg en attente de marquage dans le piège du barrage de Buisdorf (le 02/10/08) - © Eric Staub

Pour atteindre les objectifs de la DCE et du Programme « Rhin 2020 », les investissements connus à réaliser s'élèveront à environ 100 millions d'euros sur le Rhin supérieur et à environ 36 millions d'euros pour adapter la commande des écluses sur l'Haringvliet. Les coûts liés à d'autres mesures à prendre d'ici 2015 sur les affluents (mesures techniques qui peuvent améliorer la franchissabilité d'un ouvrage, en particulier l'arasement ou la suppression des vantaux...) sont estimés à quelques 26 millions d'euros.

Le Plan directeur « Poissons migrateurs » Rhin précisera d'ici 2009 les mesures nécessaires pour relever le défi du retour naturel des grands migrateurs dans le Rhin à l'horizon 2020. De plus, il indiquera un calendrier de mise en œuvre progressive, mentionnera les analyses supplémentaires éventuellement nécessaires et soumettra des modèles de financement à discussion.

## Evolution des populations de migrateurs et prise en compte par le Plan directeur

A l'état naturel, au début du 19<sup>ème</sup> siècle, le Rhin était exempt d'obstacles artificiels, depuis la mer du Nord jusqu'aux chutes du Rhin à hauteur de Schaffhouse. Le Rhin était le plus grand fleuve salmonicole d'Europe et, même si les travaux historiques de « rectification » avaient considérablement altéré les populations(11), on a continué de pêcher du saumon à Strasbourg jusqu'au milieu des années 50. La population s'est éteinte à la fin des années 50, non pas à cause de la pollution des eaux comme le prétendent toujours les électriciens, mais par la construction des ouvrages hydroélectriques qui ont définitivement coupé l'accès des reproducteurs à leurs frayères(12).

Grâce à des investissements élevés et à une véritable révolution culturelle dans les sphères de l'industrie chimique rhénane au lendemain de l'accident « Sandoz » survenu en 1986(13), la qualité des eaux du Rhin et de la plupart de ses affluents a considérablement progressé. On cite aujourd'hui le Rhin comme fleuve le plus propre d'Europe. Des études récentes montrent que toutes les espèces de poissons jadis présentes dans le Rhin, à l'exception de l'Esturgeon d'Europe(14), sont de retour, même s'il faut souligner que

(5) Voir la Lettre Eau n°24, p.6 : «La renaissance biologique du Rhin» par Jean Wencker. (6) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (7) Groupe de travail « Salm » présidé par le directeur de l'eau du Luxembourg, auquel participe Jean Wencker, représentant d'Alsace Nature et de FNE, en tant qu'« observateur ». (8) On crée des escaliers d'eau sur les festons pour soutenir le niveau de la nappe phréatique. (9) Tronçon court-circuité par les canaux d'amenée et de fuite des ouvrages hydroélectriques de Marckolsheim, Rhinau, Gerstheim, Strasbourg. (10) Ceci se fera vraisemblablement après 2015 dans le cadre d'une nouvelle révision du SDAGE, qui équipera les barrages de Rhinau, Marckolsheim, puis Vogelgrün/Breisach. (11) Seulement 250 000 captures de saumons avaient été enregistrées en 1885, déclin consécutif aux travaux de Tulla qui réduisirent d'environ 30km le cours du Rhin entre Bâle et Karlsruhe. (12) La dernière trace d'un saumon du Rhin remonte à 1963 où deux exemplaires furent braconnés sur le chantier de l'usine hydroélectrique de Gerstheim, d'après un article de presse de l'époque. (13) Voir la Lettre Eau n°38, p.12 : « 20 ans après Sandoz », par Jean Wencker. (14) L'Esturgeon sibérien (*Acipenser baeri*) se pêcherait dans le port de Rotterdam...



# Un an après la conférence interministérielle sur le Rhin, le premier saumon pêché à Bâle depuis 50 ans !



Saumon mâle du Rhin - © Joerg Schneider

certaines espèces ubiquistes dominant et que les poissons migrateurs, notamment le saumon, restent encore relativement rares.

Les peuplements de Lamproies marines et fluviatiles quant à elles se reconstituent progressivement et on observe fréquemment des activités naturelles de frai sur le cours aval de certains affluents (Murg, Ill, Bruche). A noter que ces espèces ne sont pas soutenues par des alevinages<sup>(15)</sup> et que la nature a donc spontanément corrigé les altérations anthropiques. D'autre part, un projet européen LIFE est en cours pour la réintroduction de la Grande Alose dans le bassin rhénan.

Cependant, l'aménagement hydraulique systématique du haut Rhin en amont de Bâle et du Rhin supérieur<sup>(16)</sup>, ainsi que des grands affluents rhénans (l'Aar, le Neckar, le Main et la Moselle), a fortement restreint la continuité fluviale de l'hydrosystème rhénan. Les frayères et habitats de juvéniles des poissons migrateurs sont en partie détruits ou ne sont plus accessibles. Malgré tous les efforts déployés depuis 20 ans, les peuplements de migrateurs ne sont pas encore en équilibre naturel.

Il y a de nouveau dans le bassin du Rhin quelques cours d'eau abritant des frayères et habitats de juvéniles susceptibles d'accueillir les poissons migrateurs. Sur certaines de ces rivières, on assiste depuis quelques années à des reproductions naturelles de saumons<sup>(17)</sup>. Elles ont été identifiées comme rivières prioritaires pour la réintroduction des poissons migrateurs et devraient d'ici 2015 voir leur continuité écologique entièrement rétablie dans la mesure des moyens techniques disponibles<sup>(18)</sup>. Le Rhin est

aujourd'hui classé rivière prioritaire jusqu'à l'aval du barrage de Rhinau, ce qui a permis d'entériner la décision ministérielle du 18 octobre 2007.

Ainsi, dans le Plan directeur « Poissons migrateurs » Rhin de la CIPR sont pris en compte des dispositions relatives à la protection des espèces de grands migrateurs et de leurs habitats dans le cadre de la directive Habitats-Faune-Flore<sup>(19)</sup>, et relatives à la prévention de l'extinction des populations d'anguilles<sup>(20)</sup> dans le cadre du règlement Anguille<sup>(21)</sup> de juin 2007 qui impose l'élaboration de plans de gestion des peuplements d'anguilles d'ici fin 2008.

Pour que les poissons migrateurs puissent reconstituer des peuplements en équilibre naturel, on relève comme éléments essentiels d'un « Plan directeur » :

- le rétablissement de la continuité,
- la protection, l'extension et la restauration des habitats au travers d'une restauration morphologique des berges et du lit mineur,
- l'amélioration du transport de matériaux solides dans le cours principal et les affluents.

La continuité des cours d'eau et la connexion avec les eaux alluviales jouent en effet un rôle important dans la restauration de l'écosystème rhénan.

Le monde associatif répète cela depuis 40 ans dans tous les bassins fluviaux de l'hexagone, le voir écrit dans un document d'une commission internationale ayant l'autorité de celle du Rhin est rassurant et devrait soutenir la flamme de nos militants.

## Quels objectifs pour le Plan Directeur ?

Le Plan directeur « Poissons migrateurs » Rhin doit montrer comment rétablir la continuité requise pour obtenir des populations de poissons migrateurs en équilibre naturel, dans le cadre du programme « Rhin 2020 » et de la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne ; tout ceci en tenant compte d'un calendrier et d'un cadre financier réalistes pour les rivières prioritaires.

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU RHIN

#### LE PROGRAMME DE RÉINTRODUCTION DES GRANDS MIGRATEURS DANS LE BASSIN DU RHIN FÊTE UN NOUVEAU SUCCÈS : RETOUR D'UN PREMIER SAUMON EN SUISSE

Coblence, le 9 octobre 2008

**Grande première : un saumon d'une taille de 91 cm a été capturé puis relâché dans le haut Rhin non loin de Bâle le 5 octobre 2008. Introduit dans un affluent du haut Rhin au stade d'alevin en 2005 ou 2006, il a ensuite grandi dans l'Atlantique puis est remonté par la mer du Nord et le Rhin, en empruntant probablement les écluses de navigation du Rhin supérieur, vers sa 'rivière d'origine' pour y frayer**

Cet événement marque une nouvelle étape dans l'accomplissement du programme lancé en 1990 par la CIPR pour réintroduire le saumon, espèce considérée disparue dans le Rhin depuis les années 50 du siècle dernier. Grâce aux efforts de tous les Etats riverains du Rhin (Suisse, France, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas), la qualité de l'eau et des habitats aquatiques s'est sensiblement améliorée et l'on compte plus de 5000 saumons en âge de reproduction détectés jusqu'à aujourd'hui dans certaines parties de l'hydrosystème rhénan, par exemple dans la Sieg, l'Ahr, le Saynbach, la Murg, la Kinzig et l'Ill. La Birs, la Wiese et l'Ergolz, affluents suisses du haut Rhin dans la région de Bâle, sont

partie intégrante du programme de réintroduction et le retour de ce premier saumon montre que les travaux portent leurs fruits.

Jacques Sicherman, Président de la CIPR, voit dans cet événement la confirmation de la bonne orientation du programme de la CIPR sur les poissons migrateurs : « Sans toutes ces mesures réalisées à grands frais par les Etats du bassin du Rhin pour améliorer la qualité de l'eau, revitaliser les habitats et rétablir les voies de migration, ce premier saumon n'aurait pas pu rejoindre la Suisse. Nous ne devons pas cependant en rester là. Les efforts doivent se poursuivre pour qu'un plus grand nombre de poissons adultes remontent dans toutes les rivières prioritaires du programme et y reconstituent des peuplements de saumons et d'autres espèces piscicoles migratrices en équilibre naturel. Les mesures correspondantes seront mise en œuvre à un rythme soutenu ».

Contact : Madame Anne Schulte-Wülwer-Leidig  
Tél. : +49-(0)261-94252-19 - Tél. portable : +49-171-322 65 82  
<http://www.iks.org>

<sup>(15)</sup> Au départ du plan « Saumon 2000 », on a aleviné certaines rivières pour relancer le cycle vital du saumon. Les alevinages sont aujourd'hui menés avec plus de rigueur qu'au début des années 90 (notamment sur le bassin de la Sieg et sur le Rhin supérieur), et on essaye de plus en plus d'élever pour la reproduction des saumons revenus naturellement sur leur lieu de ponte. <sup>(16)</sup> Sur le Rhin, 11 ouvrages en amont de Bâle dont 10 sont franchissables ; sur le Rhin franco-allemand, 10 ouvrages dont 2 sont franchissables (Iffezheim et Gamsheim). <sup>(17)</sup> En particulier des retours d'adulte, sur la Sieg en Allemagne en 1990 et sur la Bruche aux portes de Strasbourg en 1995. <sup>(18)</sup> On ne sait pas à ce jour assurer la dévalaison sécurisée des anguilles sur des cours d'eau pour des débits de plus de 150m<sup>3</sup>/s, bien que des études soient en cours pour trouver des améliorations de l'existant. La commission n'exclut pas les arrêts ciblés de turbinage...



# Un an après la conférence interministérielle sur le Rhin, le premier saumon pêché à Bâle depuis 50 ans !

Pour le saumon et la truite de mer, le Plan directeur doit tenir compte des résultats d'une étude dite « stratégique » qui sera conduite en parallèle à la mise en place du plan et permettra d'optimiser les mesures et les moyens à mettre en œuvre d'ici 2015 et après 2015.

Le Plan directeur se fonde sur les objectifs suivants :

- améliorer la continuité du delta du Rhin pour les poissons migrateurs par l'ouverture partielle des écluses du Haringvliet ;
- rétablir la continuité du Rhin jusqu'aux rivières prioritaires de la région bâloise ;
- rétablir la continuité des affluents propices présentant des habitats de frai et de grossissement potentiels ;
- assurer dans les tronçons court-circuités un débit minimal fondé sur des critères écologiques ;
- améliorer la qualité des frayères et des habitats de juvéniles dans les tronçons du Rhin à écoulement libre et les affluents se jetant dans le Rhin ;
- redynamiser le régime de charriage et améliorer la morphologie du cours principal et des affluents ;
- réduire les captures accessoires de poissons migrateurs (y compris dans les eaux côtières) ;
- assurer la protection des poissons dévalant au droit des turbines des usines hydroélectriques ;
- raccorder le cours principal du Rhin aux rivières alluviales ;

- dresser une liste de priorités pour les mesures proposées en se fondant sur des analyses coûts-efficacité s'appliquant à l'hydrosystème dans son ensemble ;
- présenter des scénarii d'action pouvant être évalués ;
- présenter des possibilités de financement, notamment pour les mesures d'intérêt global.

La carte historique des rivières à saumons fait ressortir la grande importance du bassin du Rhin comme hydrosystème salmonicole en Europe. En regard de nombreux aménagements irréversibles dans l'hydrosystème, seule une partie limitée de l'aire initiale pourra être récupérée.

Une prochaine Lettre Eau complètera cette information sur le projet de plan directeur en dressant la liste des projets de restauration, les travaux prévus et leurs coûts prévisionnels par grands secteurs de l'hydrosystème (le delta, le Rhin inférieur, le Rhin moyen, le Rhin supérieur et le haut Rhin).

Jean WENCKER  
Vice-Président d'Alsace Nature  
8 rue Adèle Riton  
67000 STRASBOURG  
Tél : 03 88 37 07 58  
Fax : 03 88 25 52 66  
[siegeregion@alsacenature.org](mailto:siegeregion@alsacenature.org)



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

[www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

Agir,  
c'est dans  
ma nature

Protection des espèces en danger,  
préservation des milieux aquatiques et terrestres,  
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,  
France Nature Environnement  
oeuvre sur tout le territoire français  
pour la préservation  
de notre environnement

## Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider France Nature Environnement à réaliser ses missions !  
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires pour aider à préserver l'environnement.

## Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme de produits solidaires.  
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire, le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

## N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...  
...la solidarité en plus  
Venez découvrir les produits solidaires développés  
par le Crédit Coopératif  
<http://www.banque-solidarites.coop>

### Le livret Agir

-Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %  
-La moitié de vos intérêts annuels est reversée à France Nature Environnement  
-Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

### La carte Agir

-3 euros sont versés immédiatement à France Nature Environnement par le Crédit Coopératif à la souscription  
- 0,06 euros sont versés, par le Crédit Coopératif à chaque utilisation de la carte, en France ou dans le monde

(19) Directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Voir notamment les annexes II (zones spéciales de conservation des espèces), IV (protection stricte) et V (mesures de gestion concernant l'exploitation). (20) Espèce menacée par des décennies de braconnages intensifs des civelles dans les zones côtières, les aiguilles argentées, d'environ 1m de long, cherchant à regagner la mer aux premières crues d'automne, sont décimées dans les turbines des ouvrages hydroélectriques : un taux de mortalité de 20%-25% par intrusion dans une turbine Kaplan laisse peu de chance au poisson de réchapper d'une chaîne de 10 ouvrages en Alsace, voire 21 ouvrages depuis le lac de Constance. Le règlement anguille prescrit à terme un taux d'échappement de 40%... (21) Règlement CE 1100/2007 du 18 septembre 2007.

# Un règlement européen et un plan de gestion français pour sauver les anguilles ?

Depuis 20 ans, la situation écologique de l'anguille au niveau européen est jugée dramatique et les dernières tendances ne sont guère rassurantes quant à son avenir. En 1998, le Comité consultatif du CIEM<sup>(1)</sup> sur la gestion des pêches a fourni des avis officiels à l'Union Européenne, avec la conclusion que le stock d'anguilles était désormais en-deça des limites de sécurité biologique. En 2002, il était recommandé de réduire les causes de mortalité au niveau le plus bas possible, tant que des mesures de gestion concertées n'étaient pas mises en place. En septembre 2007, un règlement européen<sup>(2)</sup> est publié et institue des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes.

## Ce que dit le règlement européen

Il demande une identification des bassins versants qui constituent l'habitat naturel de l'espèce et il oblige, pour chacun de ces bassins, à établir un plan de gestion qui doit être transmis à la Commission Européenne pour le 31 décembre 2008. Ce plan sera applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2009 et visera à réduire les mortalités d'origine anthropique, pour atteindre à long terme l'objectif de 40% d'échappement<sup>(3)</sup> en biomasse d'anguille argentée par rapport à un stock naturel.

Le règlement mentionne également qu'au 31 juillet 2013, 60% des anguilles de moins de 12 cm. pêchées par an devront être réservées pour le repeuplement des bassins à anguille et augmenter le niveau d'échappement.

Par ailleurs, il demande :

- de réduire progressivement l'effort de pêche en eaux marines de 50% ou de réduire les captures de 50%, par rapport à la période 2004-2006 ;
- d'analyser et de décrire la situation actuelle ;
- de mettre en place, pour atteindre l'objectif, des mesures spécifiques qui soient suivies et contrôlées pour en vérifier l'atteinte, et fournir un calendrier de mise en œuvre ;
- de réduire les mortalités autres que par la pêche (pompes, turbines, prédateurs) ;
- de rédiger un premier rapport en 2012, puis tous les 6 ans ;
- de mettre en place un contrôle et une surveillance des captures qui contiennent une description complète de tous les systèmes d'attribution des droits de pêche y compris dans les eaux privées ;
- d'établir la liste des bateaux de pêche (et/ou des pêcheurs professionnels) en eaux maritimes et eaux continentales, la liste des structures de mise en vente, l'évaluation du nombre de pêcheurs aux lignes et de leurs captures ;
- de permettre la traçabilité des anguilles pêchées.

Anguille européenne  
(*Anguilla anguilla*)  
© Desgranges  
- Fédération de  
Pêche 49

Le règlement est obligatoire dans sa totalité et directement applicable par les Etats membres. Des restrictions au commerce international sont énoncées. De plus, une inscription de l'anguille en annexe II de la Convention sur le Commerce International des Espèces en Danger (CITES) a été faite.

Le plan de gestion anguille, tel qu'exigé par le règlement, n'existe pas dans la réglementation française et n'a, de fait, aucune valeur juridique. Par conséquent, afin qu'il soit opposable, son contenu doit être reporté dans les documents à valeur juridique tels que les PLAGEPOMI<sup>(4)</sup>, les SDAGE<sup>(5)</sup> et les SAGE<sup>(6)</sup>. D'autre part, un certain nombre de modifications réglementaires interviendront pour mettre en œuvre les mesures de gestion.

Ce plan de gestion sera élaboré pour une durée de 6 ans, afin que sa révision intervienne avec celle des SDAGE, documents de planification de l'eau, qui doivent porter les objectifs du plan de gestion anguille dans leurs dispositions. Ainsi en 2015, le plan de gestion sera révisé en fonction du niveau des indicateurs retenus vis-à-vis de l'objectif d'échappement de géniteurs.

Le règlement anguille émanant de la Direction des Pêches de la Commission Européenne a donc fixé le contexte général et les grands objectifs à atteindre. Dans le cadre de ce règlement, la France devait d'abord se positionner quant à l'élaboration ou non d'un plan de gestion.

En l'absence de plan, le règlement n'imposait des mesures restrictives que sur l'exploitation par la pêche. La France a clairement opté pour le premier scénario avec l'ambition d'intervenir sur l'ensemble des facteurs continentaux de perturbation.

## un plan de gestion unique pour la France...

A l'issue des réflexions consacrées au périmètre, à la forme et au contenu des plans de gestion français, c'est la solution d'un plan de gestion unique qui a été retenue. Il est constitué de deux volets :

- un document national qui décrit la stratégie retenue, fixe les objectifs et présente les mesures de gestion sur la pêcherie qui relèvent du niveau national ;
- une déclinaison par bassin constituant un habitat pour l'espèce, qui fixe les objectifs de bassin et décrit les mesures de gestion qui relèvent du niveau local.

Ainsi, deux échelles de travail ont été activées pour la rédaction de cette déclinaison locale :

- une contribution locale pour la rédaction des plans de gestion qui s'est appuyée sur les COGEPOMI<sup>(7)</sup> ;
- une consultation à deux niveaux sur les propositions, avec d'une part les Comités de Bassin et d'autre part un Comité National Anguille consultatif, représentatif des acteurs intervenant dans le cadre de la

(1) CIEM : Conseil International pour l'Exploration de la Mer. (2) Règlement européen : R (CE) n° 1100/2007 du 18 septembre 2007, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 22 septembre 2007. (3) Proportion d'anguilles qui parvient à rejoindre la mer pour aller se reproduire. (4) PLAGEPOMI : Plan de Gestion des Poissons Migrateurs. (5) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (6) SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.



## Un règlement européen et un plan de gestion français pour sauver les anguilles ?



Mesure d'une anguillette. © Desgranges - Fédération de Pêche 49

gestion de l'anguille.

C'est cette solution qui devait conduire à mettre toutes les actions en cohérence et rendre le positionnement de la France plus clair, afin de faciliter les négociations lors de la procédure d'approbation du plan de gestion par la Commission Européenne.

### ... mais qui manque d'ambition

La reconstitution des populations d'anguilles devait passer par un plan ambitieux fixant des mesures de réduction de l'ensemble des pressions s'exerçant sur cette espèce. Cependant, au moment où la déclinaison par bassins du plan de gestion anguille a été débattue dans les COGEPOMI, de nombreuses insuffisances et disparités sont apparues au niveau des mesures de gestion retenues.

En effet, dans la première partie des plans décrivant l'état des populations, les habitats et les pressions exercées, on y relève que certains bassins, principalement la Loire, abritent des populations d'anguilles encore assez importantes comparativement aux autres bassins européens. Cependant, ces populations sont fragiles et subissent des pressions importantes, notamment en matière d'accès aux habitats (obstacles à la montaison), d'échappement vers la mer (obstacles à la dévalaison) et de captures (pêches) qui caractérisent l'état des lieux.

La seconde partie des plans porte sur les mesures de gestion à mettre en oeuvre. Les mesures concernant la pêche devaient être arrêtées au niveau national.

Le plan comprend par ailleurs des propositions quant à :

- la restauration de la libre circulation migratoire avec notamment, des premières propositions de classement de cours d'eau au titre de l'article L 214-17 du code de l'environnement au regard du critère « anguilles »,
- la préservation des habitats,
- la réduction des mortalités,
- la définition de zones d'actions prioritaires.

Ce travail qui a été conduit à deux niveaux pose des problèmes de cohérence entre les méthodologies retenues au niveau national et au niveau des bassins.

En l'état du plan, il est relevé, notamment pour les ouvrages, l'absence de mesures de terrain immédiatement efficaces sur la colonisation des cours d'eau par l'anguille. Compte tenu de l'urgence des actions nécessaires en raison de l'état du stock et des projections très pessimistes qui le concernent, il suffisait d'activer les dispositions réglementaires<sup>(8)</sup> visant les cours d'eau à migrateurs par l'application de la législation en vigueur ! Or, aucune mesure de gestion ne propose la mise en œuvre immédiate d'actions prioritaires, notamment sur les

ouvrages entravant le transit de l'anguille quel que soit leur usage (stockage, hydroélectricité, niveau d'eau, etc.)

D'autre part, les mesures de gestion occultent la nécessité de développer l'action de la Police de l'Eau pour le respect de la réglementation actuelle, notamment en ce qui concerne le bon entretien des dispositifs de franchissement des ouvrages et l'aménagement de la libre circulation piscicole des ouvrages existants. La crédibilité des plans de gestion repose pourtant sur une véritable action de police.

Faute d'encadrement national, les mesures de gestion concernant la pêche induisent de très fortes variabilités, tant en matière d'efficacité d'échappement que de cohérence vis-à-vis de l'impact des pêcheries. Ces dispositions reviennent finalement à renforcer l'effort de pêche (suppression des relèves décennaires, maintien de la pression sur les périodes les plus productives...) !

De manière globale, il convient de s'interroger sur l'ambition réelle du plan pour la restauration de l'anguille. Si les mesures de gestion retenues révèlent la volonté de prendre en compte l'ensemble des facteurs anthropiques, elles montrent surtout de très nombreuses insuffisances et se limitent trop souvent à des mesures existantes par ailleurs (SDAGE ou SAGE). Aucune mesure nouvelle spécifique à l'anguille n'est développée... Et, selon les scientifiques qui travaillent sur l'espèce, les mesures du plan français ne permettront pas d'atteindre les objectifs du règlement.

Enfin, à l'heure du Grenelle de l'Environnement, la cohérence et l'ambition devraient aussi être recherchées à travers les autres plans actuellement en cours d'élaboration (plan de relance de l'hydroélectricité, trame bleue...) pour ce qui concerne les objectifs du règlement anguille, tels qu'ils seront repris dans les SDAGE et les PLAGEPOMI.

Jean-Paul DORON

Président de la Commission du Milieu Naturel  
Aquatique du Comité de bassin Loire-Bretagne

Voir le site de la Fédération Nationale de la Pêche en France (pétition en cours d'élaboration) :  
<http://www.federationpeche.fr>

(7) COGEPOMI : Comité de Gestion des Poissons Migrateurs. Organe à l'échelle des grands bassins hydrographiques, rassemblant les acteurs de l'eau, qui est chargé d'élaborer le PLAGEPOMI. Il est piloté par la DIREN et l'ONEMA. (8) Ces dispositions pour la protection de l'anguille sont obligatoires quand un classement et l'arrêté liste d'espèces existent sur le cours d'eau concerné (art. 432-6 du code de l'environnement). Elles ne remettent pas en cause les modalités de classement et les programmes améliorant la libre circulation de l'anguille à venir...

## Les bassines vendéennes tombent à l'eau : les parlementaires oseront-ils les repêcher ?

Le projet de retenues de substitution(1), déjà évoqué dans la Lettre Eau n° 35 de juin 2006(2), est centré sur la partie vendéenne de l'Autize, rivière affluente du Marais Poitevin. Quatre des dix retenues bâchées qu'il prévoit sont déjà construites (dont la plus grande, qui s'étale sur 10 hectares), alors que trois autres sont en cours de réalisation.

**Patatras !** Le tribunal administratif de Nantes vient d'annuler l'arrêté préfectoral autorisant l'ensemble du programme(3) ! Par son ampleur, ce jugement remet sérieusement en cause une politique de l'eau basée sur le seul stockage en multipliant les réalisations de retenues artificielles. Caractérisant l'ampleur des dérives d'une direction départementale de l'agriculture vendéenne trop soucieuse de se conformer aux desideratas d'acteurs en position de force, le tribunal a retenu cinq motifs d'illégalité s'organisant autour de trois thèmes fondamentaux :

- Le premier est d'ordre général : le maître d'ouvrage ne s'est pas préoccupé de la compatibilité du programme de travaux avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne.
- Le deuxième porte sur la délégation consentie à la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne au moyen d'une « convention publique d'aménagement » tout simplement jugée nulle et non avenue.
- Le troisième sanctionne le non-respect de l'obligation de récupération sur les utilisateurs des coûts d'utilisation de l'eau.

**Localement**, ce rappel à la loi et à l'intérêt général est bien venu dans le contexte du Marais Poitevin et de son bassin versant, toujours objets de crispations intenses et de manœuvres dilatoires, notamment dans l'élaboration des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Un contexte généralisé à toute la région Vendée-Poitou-Charentes, où une centaine de projets de retenues de ce type existent à des degrés divers d'avancement(4), toujours menés dans une précipitation que motive l'approche inévitable d'une conséquente diminution des volumes prélevables par l'agriculture productiviste(5). Considérant la systématisation du dispositif, c'est à un véritable encerclement de « bassines » qu'est confronté le Marais Poitevin, sans d'ailleurs que quiconque n'en examine l'incidence collective à l'heure des changements climatiques.

**Globalement**, ce modèle de réserves bâchées - promu notamment dans le Bassin Adour-Garonne par la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, laquelle cherche à étendre son champ d'action en s'implantant dans d'autres régions - est l'essence même d'une politique de développement non durable. Bien loin du « consensus » dont il ferait l'objet aux dires de certains, il est contesté parce qu'il ne vise qu'à sécuriser un type d'agriculture intensive qui ne profite qu'à une minorité, qui multiplie les dégradations environnementales (sol, air, eau) et le gaspillage énergétique, et qu'il convient au contraire de réorienter.

À l'heure de la révision des SDAGE, de l'actualisation des volumes prélevables et de la mise en place des « Organismes Uniques » chargés de répartir ces volumes entre agriculteurs, ce jugement permet de rappeler que la création de nouvelles ressources en « eau économique » n'est pas la seule solution ; ce n'est au contraire qu'une possibilité, ouverte après avoir épuisé toutes les autres alternatives supportables par l'économie globale du territoire. Encore cette option doit-elle respecter le bon fonctionnement des milieux, et aussi, tout simplement, le droit applicable.

DIX RESERVES DE SUBSTITUTION 3,3 Mm <sup>3</sup>	
Périmètre Vendée - Sèvre - Autizes - 2006	
Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte du Marais Poitevin	
Montant global H.T. de l'opération : 14 060 000 €	
Financement : 1ère tranche (4 réserves: 1,7 Mm <sup>3</sup> )	6 900 000 €
Union Européenne (FEOGA-G)	2 070 000 €
Région Pays de Loire	1 035 000 €
Agence de l'Eau Loire-Bretagne	2 272 000 €
Syndicat Mixte (Conseil Général de Vendée)	1 523 000 €
Cet aménagement est destiné à améliorer en été les conditions d'alimentation en eau du Marais en stockant, en hiver, la moitié des volumes des prélèvements agricoles autorisés sur sa périphérie. (première tranche opérationnelle: réserves de Oulmes, Nieuil-sur-Autize, St-Pierre-le-Vieux et Damvix)	
Aménageur : compagnie d'aménagement des coteaux de gascogne (65-Tarbes)	

Retenue dite de Oulmes Nord (85) en juillet 2006 © François-Marie Pellerin

À ce sujet, on ne peut manquer de relever *une singulière coïncidence*. Dans l'enthousiasme « consensuel » du Grenelle de l'Environnement, qui aura remarqué le discret amendement introduit fin octobre dans l'article 24 du projet de loi dite « Grenelle I », lequel dans son très court chapitre consacré à la « qualité écologique de l'eau », élimine toute référence à la réduction des consommations d'eau irriguée ? Tout tient en une phrase : « *Les prélèvements seront adaptés aux ressources, par le biais de la gestion collective des prélèvements et la construction de stockages, tout en respectant l'écologie des hydrosystèmes et les priorités d'usage.* » L'agencement fait sens : les « bassines » en premier, l'écologie des hydrosystèmes en second, prise en sandwich par les « priorités d'usage ». Si un tel texte ne présente guère de force normative, sa valeur déclarative suffit à faire comprendre où veulent en emmener les lobbyistes les plus influents ! Les parlementaires sauront-ils revenir, en deuxième lecture, à de plus saines conceptions de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ? Ou le Grenelle ne risque-t-il pas d'apparaître au final comme une vaste opération de trompe l'œil pour communicants ?

François-Marie PELLERIN et Yves LE QUELLEC  
Coordination pour la défense du Marais Poitevin  
(avec la participation de Pierre BOYER)

Voir sur le site de la CDMP, en page Actualités, la décision du Tribunal et le communiqué de presse : <http://marais-poitevin.org/>

(1) Remplies l'hiver par pompages dans les cours d'eau ou les nappes souterraines, les retenues de substitution permettent de stocker l'eau afin de pallier les déficits chroniques estivaux et pour assurer aux agriculteurs une irrigation soutenue quelques soient les conditions climatiques. Voir Lettre Eau n° 41, p.16 : « Rareté de l'eau en France : toujours la même revendication, on irrigue ! ». (2) Voir Lettre Eau n° 35, p.4 : « L'irrigation intensive en Poitou-Charentes : facteur aggravant d'une situation de sécheresse ». (3) TA Nantes, 4 novembre 2008, n° 061671, *Coordination pour la défense du Marais Poitevin* : [http://marais-poitevin.org/Docs/decision\\_TA\\_04nov2008\\_RS\\_autize.pdf](http://marais-poitevin.org/Docs/decision_TA_04nov2008_RS_autize.pdf) (4) Voir le communiqué de presse de Poitou-Charentes Nature du 4 novembre 2008 : « Trop de retenues (de substitution) tue les réserves (en eau) ! ». (5) Circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et gestion collective des prélèvements d'irrigation : <http://www.poitou-charentes-nature.asso.fr/Reserves-substitutions-Poitou.html>.